



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 14-17 novembre 2022

Distribution: générale

Point 6 de l'ordre du jour

Date: 6 octobre 2022

WFP/EB.2/2022/6-D

Original: anglais

Rapports d'évaluation

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour l'Inde (2019-2023)

Résumé

L'évaluation du plan stratégique de pays établi pour l'Inde (2019-2023) a couvert la période comprise entre janvier 2019 et novembre 2021 et a permis d'examiner le positionnement stratégique du PAM, sa contribution aux effets directs et l'efficacité de la mise en œuvre, ainsi que les facteurs expliquant les résultats obtenus. Réalisée selon une approche multiméthodes, l'évaluation avait pour objet de guider la préparation du prochain plan stratégique de pays.

L'Inde est la sixième puissance économique du monde, mais des disparités en matière de développement humain et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle y perdurent. Les programmes nationaux de filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire consistent à fournir des céréales subventionnées, des repas scolaires de midi aux enfants âgés de 6 à 14 ans, et des services d'appui à l'intention des enfants de moins de 6 ans et des femmes enceintes ou allaitantes.

Le plan stratégique de pays pour 2019-2023 visait principalement à améliorer l'efficacité et l'efficacité des filets de sécurité publics fondés sur l'aide alimentaire et à faciliter l'élaboration des politiques et la prise de décisions au niveau central et à celui des États. Dans le cadre de ce plan, le PAM se voyait assigné un rôle de catalyseur et le renforcement des capacités du pays reposait sur l'application d'une approche globale.

Le plan stratégique de pays était conforme aux stratégies et aux objectifs nationaux grâce au dialogue permanent établi avec les partenaires institutionnels, qui a également permis au PAM d'adapter le plan pendant la pandémie de maladie à coronavirus 2019. Toutefois, faute de ressources suffisantes, la portée géographique a été limitée à quelques États et, alors que le plan intégrait des approches inclusives et tenant compte de la problématique femmes-hommes, les

Conformément aux dispositions de la politique d'évaluation de 2022 (WFP/EB.1/2022/4-C) et dans le souci de respecter l'intégrité et l'indépendance des constatations issues de l'évaluation, la version originale du présent rapport a fait l'objet d'un travail d'édition limité et il est possible que certains termes ou certaines formulations ne soient pas tout à fait conformes à la terminologie ou aux pratiques éditoriales habituelles du Programme alimentaire mondial; toute demande de précisions à cet égard doit être adressée à la Directrice de l'évaluation du PAM.

Coordonnatrices responsables:

Mme A.-C. Luzot
Directrice adjointe de l'évaluation
courriel: anneclaire.luzot@wfp.org

Mme A. Larmoyer
Fonctionnaire principale chargée de l'évaluation
courriel: aurelie.larmoyer@wfp.org

actions de plaidoyer du PAM en faveur des plus vulnérables ont été particulièrement énergiques pendant les confinements liés à la pandémie mais auraient pu être plus efficaces à d'autres moments.

Au cours de la période considérée, le plan stratégique de pays a tiré parti de la volonté du Gouvernement de fonder ses décisions sur des données factuelles et a contribué de diverses façons au renforcement des capacités au titre de ses trois effets directs stratégiques. Il a contribué à l'efficacité et au bon rapport coût-efficacité des systèmes publics de distribution ciblée, démontré la viabilité de l'enrichissement du riz, ouvrant la voie à son intégration dans les dispositifs publics de distribution mis en place dans cinq États, et appuyé l'intensification de la production de riz enrichi par des groupements dirigés par des femmes dans certains États. Les activités d'analyse et de renforcement des capacités menées par le PAM ont encouragé l'utilisation de données factuelles sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'appui de la prise de décisions et de l'élaboration des politiques, étant entendu toutefois que la production de données factuelles au niveau des États devait bénéficier d'un appui supplémentaire. Le PAM s'est efforcé de favoriser l'avancement des femmes grâce à ses interventions, mais il aurait pu plaider plus énergiquement en faveur de l'intégration de considérations liées à l'inclusion et à la problématique femmes-hommes dans les politiques et les programmes nationaux.

Le PAM a pu faire œuvre utile grâce aux partenariats stratégiques qu'il a établis avec le Gouvernement central et les administrations des États et avec des partenaires du secteur de la recherche et du secteur privé. Ces derniers ont fourni un appui important, mais les contributions du secteur privé à l'avenir sont incertaines. Le PAM pourrait élargir son champ d'action et accroître son influence en collaborant avec des organisations qui travaillent auprès des groupes les plus vulnérables, afin de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.

En tenant compte d'une manière plus systématique du fait que les partenaires étatiques sont disposés à investir dans la production de données factuelles et à allouer des fonds en faveur de la sécurité alimentaire, le PAM pourrait contribuer davantage à l'action menée pour répondre aux besoins les plus importants en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Inde.

Trois recommandations stratégiques et trois recommandations opérationnelles, reposant sur les stratégies et les approches actuelles, ont été formulées à l'issue de l'évaluation. Il s'agit notamment: d'élargir la portée des initiatives de renforcement des capacités du pays en se fondant sur des évaluations des besoins dans ce domaine; d'intensifier les activités de plaidoyer en faveur de l'adoption d'approches inclusives; de redoubler d'efforts en ce qui concerne la mobilisation de ressources; et de définir des indicateurs d'effet direct pour évaluer la contribution du PAM au renforcement des capacités du pays.

Projet de décision*

Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour l'Inde (2019-2023)" (WFP/EB.2/2022/6-D) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2022/6-D/Add.1, et invite à prendre de nouvelles mesures pour donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions qu'il a soulevées au cours de ses débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Introduction

Caractéristiques de l'évaluation

1. L'évaluation du plan stratégique de pays (PSP) établi pour l'Inde pour 2019-2023 a été réalisée entre août 2021 et avril 2022 afin d'aider à élaborer le prochain PSP, qui couvrira la période 2023–2027. Elle a porté sur la phase de conception du présent PSP et sur sa mise en œuvre de janvier 2019 à novembre 2021 et examiné les activités menées par le PAM au niveau national et dans les États du Kerala, de l'Odisha, du Rajasthan, de l'Uttarakhand et de l'Uttar Pradesh. L'équipe d'évaluation a analysé le positionnement stratégique du PAM, sa contribution aux effets directs stratégiques et l'efficacité de la mise en œuvre, ainsi que les facteurs expliquant les résultats obtenus.
2. Des méthodes diverses ont été appliquées pour recueillir et analyser des données factuelles provenant de sources primaires et secondaires, à savoir: une étude théorique de séries de données et de documents du PAM, une analyse de données quantitatives, des entretiens avec des informateurs clés et une discussion de groupe thématique. Des histoires personnelles, des observations directes et des études de cas ont été utilisées pour mieux comprendre les changements institutionnels ou les modifications de la réglementation découlant des interventions du PAM.
3. Les évaluateurs se sont efforcés de recueillir les avis d'un large éventail de parties prenantes internes et externes, mais ont rencontré des obstacles comme l'indisponibilité de certaines d'entre elles pendant la collecte des données et le taux de renouvellement élevé du personnel des institutions nationales. La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a entraîné d'autres difficultés pour l'équipe de spécialistes indépendants pendant la collecte et l'analyse des données. Les renseignements recueillis ont été recoupés entre diverses sources afin de valider les constatations présentées dans le rapport.

Contexte

4. L'Inde est le deuxième pays le plus peuplé de la planète¹ et la sixième économie mondiale. Elle est classée parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure² et fait face à des disparités persistantes en matière de développement humain³.
5. Au titre de la Loi nationale sur la sécurité alimentaire adoptée en 2013⁴, trois grands programmes de filets de sécurité reposant sur l'aide alimentaire offrent à la population des prestations ayant un caractère légal, à savoir: le Système public de distribution ciblée, qui fournit des céréales vivrières subventionnées⁵; le Pradhan Mantri Poshan Shakti Nirman (PM POSHAN), qui distribue des repas scolaires de midi aux enfants âgés de 6 à 14 ans⁶; et les Services intégrés pour le développement de l'enfant, dont bénéficient les enfants de moins de 6 ans et les femmes enceintes ou allaitantes⁷. Le Gouvernement a alloué 44,95 milliards de dollars É.-U. à ces programmes de filets de sécurité pour 2021-2022⁸.

¹ National Commission on Population. 2020. *Population Projections for India and States 2011–2036*.

² Banque mondiale. 2021. *India country page: Gross domestic product*.

³ Nations Unies et NITI Aayog. 2021. *SDG India: Index and Dashboard 2020–21 – Partnerships in the Decade of Action*.

⁴ Gouvernement indien. 2021. *National Food Security Portal*.

⁵ Département de l'alimentation et de la distribution publique. 2022. *Targeted Public Distribution System (TPDS) (Système public de distribution ciblée)* (en anglais uniquement).

⁶ Département de l'éducation scolaire et de l'alphabétisation. 2021. *Department of School Education and Literacy. PM POSHAN*.

⁷ Ministère de la condition féminine et du développement de l'enfant. 2009. *Integrated Child Development Services (ICDS) Scheme*.

⁸ Bureau de pays du PAM en Inde. 2021. *Budget for NFSA-TPDS-ICDS-MDM*, non publié.

6. Malgré la couverture assurée par les dispositifs publics de filets de sécurité, l'accès à des aliments nutritifs reste difficile pour de nombreux Indiens⁹. Les prix des denrées alimentaires sont généralement peu élevés¹⁰, mais il en va de même pour les salaires dans les villes et en milieu rural – en particulier dans le secteur informel. La pandémie de COVID-19 a eu des effets préjudiciables sur les moyens d'existence: près de 122 millions de travailleurs, dont 75 pour cent étaient des migrants travaillant dans le secteur informel, ont perdu leur emploi en 2020¹¹. En janvier 2022, le taux de chômage était revenu au niveau d'avant 2020¹².
7. L'insécurité alimentaire est plus répandue parmi les femmes et les filles¹³, qui sont aux prises avec de nombreux types de discrimination¹⁴. Des facteurs se recoupant comme le handicap, la caste et l'identité tribale, la situation matrimoniale et l'âge aggravent les vulnérabilités. Les femmes représentent 74 pour cent de la main-d'œuvre agricole, mais seulement 13 pour cent d'entre elles possèdent des terres, et leur travail est essentiellement considéré comme le prolongement des tâches familiales et domestiques non rémunérées¹⁵.
8. L'Inde est devenue autosuffisante en céréales vivrières, mais leur production exerce une pression sur les ressources en eau et a entraîné la dégradation de 30 pour cent des terres¹⁶. La variabilité du climat et les phénomènes climatiques extrêmes, ainsi que les revers économiques, sont les principaux facteurs responsables de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition¹⁷.
9. L'Inde a reçu chaque année en moyenne 5,9 milliards de dollars d'aide internationale au développement entre 2016 et 2019 et 9,5 millions de dollars d'aide humanitaire entre 2016 et 2021¹⁸. Avec un budget d'aide extérieure directe de 2,4 milliards de dollars en 2020-2021, en faveur principalement de pays de la région, le pays est aussi un donateur d'aide¹⁹.

⁹ Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2021. *Nutrition: India profile*.

¹⁰ Sood, A. 2021. *Retail prices & food basket price dashboard India*.

¹¹ Centre for Monitoring Indian Economy. 2021. *Economic Outlook*.

¹² Centre for Monitoring Indian Economy. 2021–2022. *CMIE Series of Unemployment: Unemployment rate in India*

¹³ Bureau de pays du PAM en Inde. 2020. *Information Note 3: Understanding Food Insecurity Among Women and Children from Poor Households in Two Locations in Uttar Pradesh*.

¹⁴ Guilmoto, C. Z., Saikia, N. 2018. *Excess under-5 female mortality across India: a spatial analysis using 2011 census data*; Ram, U. et Ram, F. 2018. *To be born and to be alive: The struggle of girl children in subregions of India*.

¹⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2018. *India at a glance*.

¹⁶ Gouvernement indien. 2016. *Desertification and Land Degradation Atlas of India*.

¹⁷ FAO et autres. 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*.

¹⁸ Organisation de coopération et de développement économiques. 2019–2020. *Aid at a glance charts: India*; Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Financial Tracking Service. *2019-2022. India*.

¹⁹ Ministère des finances. 2021. *Union Budget 2021-2022*.

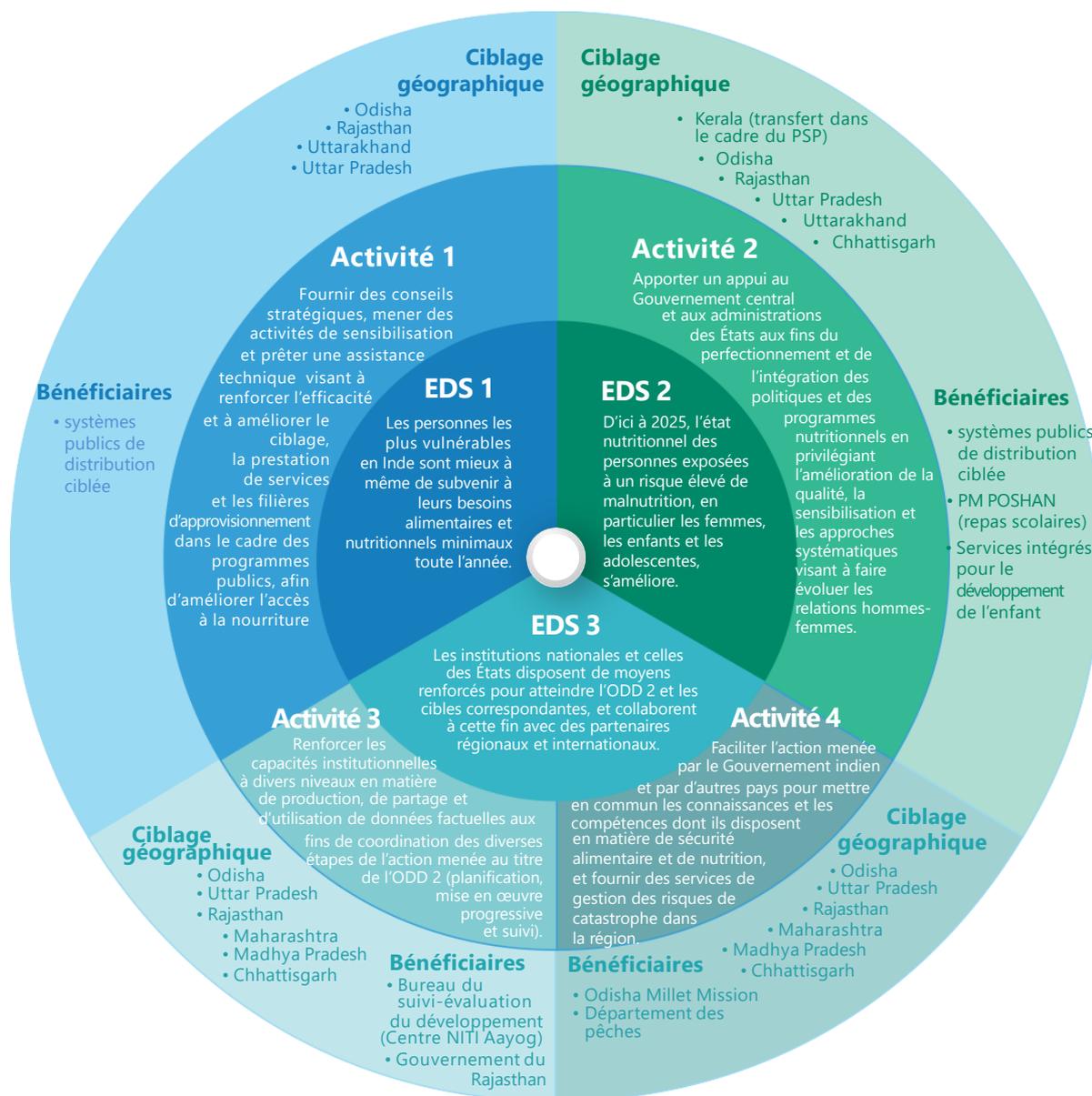
TABLEAU 1: PRINCIPAUX INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES			
	Indicateur	Valeur	Année
	Population totale (en millions) (1)	1,36 milliard de personnes	2019
	Indice de développement humain (classement) (2)	131 ^e sur 189 pays	2019
	Revenu national brut par habitant (en dollars courants) (3)	1 920	2020
	Population en situation de pauvreté multidimensionnelle (en pourcentage) (4)	25,01	2021
	Rapport taille/âge (retard de croissance – modéré ou grave), (enfants de moins de 5 ans) (en pourcentage) (5)	35,5	2019-2021
	Rapport poids/âge (émaciation – modérée ou grave), (enfants de moins de 5 ans) (en pourcentage) (5)	19,3 (modérée) 7,7 (grave)	2019-2021
	Enfants de moins de 6 mois exclusivement nourris au sein (en pourcentage) (5)	63,7	2019-2021
	Enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficiant d'une alimentation adéquate (en pourcentage) (5)	11,3	2019-2021
	Indice d'inégalité de genre (classement et score) (2)	123 ^e sur 162 pays	2019
	Emploi des femmes dans l'agriculture (en pourcentage de l'emploi total dans le secteur agricole) (6)	74	2018
	Indice mondial des risques climatiques (7)	7	2021

Source: (1) National Commission on Population. 2019. *Population Projections for India and States 2011-2036*; (2) Programme des Nations Unies pour le développement. 2020. *Rapport sur le développement humain 2020: La prochaine frontière — le développement humain et l'Anthropocène*; (3) Banque mondiale. 2020. *RNB par habitant, méthode Atlas (current US\$)*; (4) NITI Aayog. 2021. *India National Multidimensional Poverty Index: Baseline Report*; (5) Ministère de la santé et du bien-être de la famille. 2021. *National Family Health Survey (NFHS-5), 2019-21: India*; (6) FAO. 2018. *India country profile*; (7) GermanWatch. 2021. *Global Climate Risk Index 2021*.

Plan stratégique de pays du PAM

10. Depuis ses débuts en 1963, le travail du PAM en Inde a évolué, passant d'une assistance directe à un rôle de catalyseur. Le PSP pour 2019-2022 met l'accent sur la fourniture d'une assistance technique et sur le renforcement des capacités, afin d'aider le Gouvernement indien à réaliser les objectifs de développement durable (ODD) 2 et 17, moyennant trois effets directs stratégiques et quatre activités liées à huit produits. Il couvrait au départ la période 2019-2023, mais il a été ensuite abrégé d'une année afin de concorder avec le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable pour 2018-2022 (figure 1).

Figure 1: Vue d'ensemble du PSP pour l'Inde pour 2019-2023

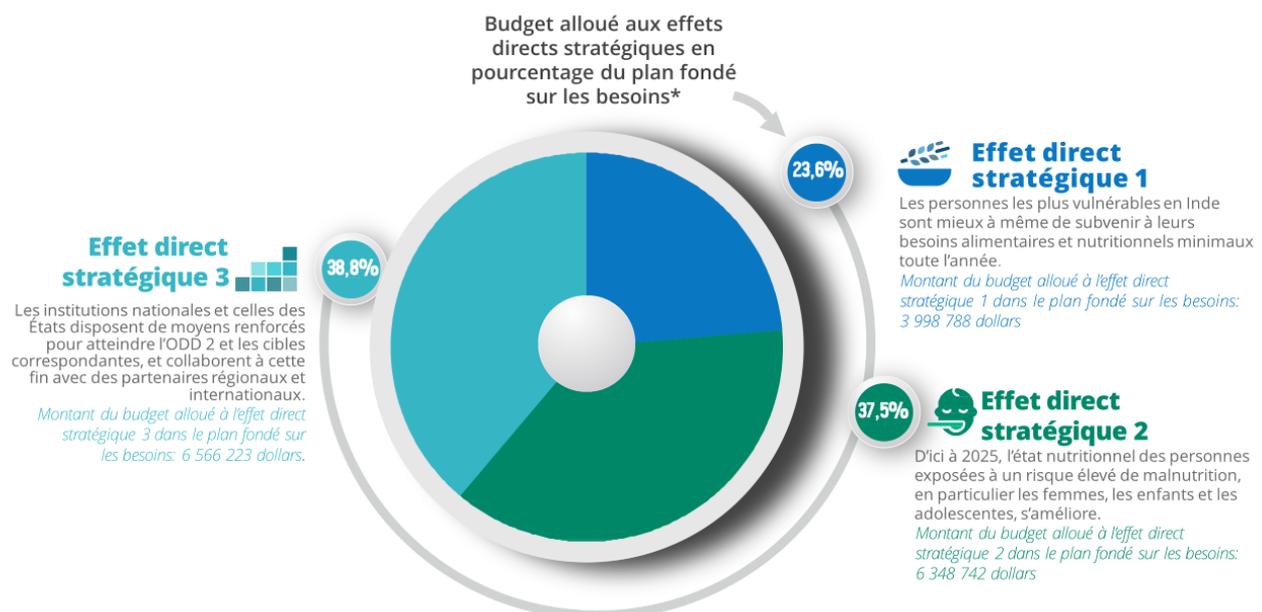


Source: PSP et ligne de visée.

Abréviation: EDS = effet direct stratégique.

11. Le PAM vise à améliorer l'efficacité et l'efficience des trois filets de sécurité du Gouvernement fondés sur l'aide alimentaire moyennant: le renforcement des capacités et des systèmes, accompagné de l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement; un appui aux petits exploitants; la technologie et l'enrichissement des aliments; l'inclusion d'aliments adaptés et de bonne qualité pour les jeunes enfants et les femmes enceintes ou allaitantes; une analyse de la sécurité alimentaire; des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements; l'avancement des femmes et l'adoption d'approches propres à transformer les relations entre les femmes et les hommes; et un appui en faveur de la préparation aux catastrophes et de l'intervention en cas de crise et pour l'adaptation aux changements climatiques. Dans le cadre du PSP, le PAM prône l'inclusion et fait valoir que le sexe, la caste, la religion, l'âge et d'autres attributs individuels sont susceptibles de favoriser l'exclusion et de se recouper pour l'intensifier. Jouant un rôle de catalyseur plutôt que de fournisseur d'une assistance directe au titre du PSP, le PAM n'a pas recensé les groupes vulnérables à cibler, ni défini le nombre de bénéficiaires à atteindre.
12. Le PAM s'est efforcé de faire prendre en compte les données factuelles qu'il a contribué à produire grâce à son travail d'analyse, effectué en grande partie en partenariat avec le Gouvernement indien, dans la formulation des politiques et des programmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau central et à celui des États.
13. Alors qu'elle travaillait avec le bureau de pays à l'établissement de la théorie du changement implicite sur laquelle reposait le PSP, l'équipe d'évaluation a mis en évidence deux importants accélérateurs déterminants, qui sous-tendent les trajectoires de changement prévues pour le PSP: les innovations technologiques étayant l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement; et les facteurs inhérents au renforcement des capacités du pays, découlant du cadre du PAM en la matière et touchant les divers domaines du renforcement des capacités.
14. Le PSP pour 2019-2022 a été approuvé pour un budget total de 20 024 321 dollars. Au 31 décembre 2021, le montant total du financement s'élevait à 15 623 760 dollars, soit 78 pour cent du plan fondé sur les besoins. La majeure partie des ressources mobilisées ont été affectées aux effets directs stratégiques 1 et 2, mais aucun des effets directs stratégiques n'a reçu 100 pour cent des fonds figurant dans le plan fondé sur les besoins; c'est l'activité 4 relevant de l'effet direct stratégique 3 qui a enregistré le déficit le plus important, son financement atteignant seulement 36 pour cent (figure 2).

Figure 2: Aperçu de la situation financière globale du PSP pour l'Inde (2019-2021)



* La proportion du budget alloué à chaque effet direct stratégique par rapport au plan fondé sur les besoins a été déterminée au niveau des coûts de transfert et de mise en œuvre (16,9 millions de dollars), hors coûts d'appui directs (1,9 million de dollars) et indirects (1,2 million de dollars). Ces données se rapportent au plan fondé sur les besoins initial car il n'y a pas eu de révision budgétaire.

** La somme des ressources allouées à chaque effet direct stratégique n'est pas égale à 15,6 millions de dollars car certaines ressources ont aussi été allouées aux coûts d'appui directs (1,7 million de dollars) et aux coûts d'appui indirects (0,6 million de dollars). La proportion du budget allouée à chaque effet direct stratégique, à des fins autres qu'un effet direct stratégique en particulier, et à la rubrique Fonds du Siège/RBB/budget AAP, a été déterminée au niveau des coûts de transfert et de mise en œuvre (13,3 millions de dollars).

*** Les dépenses par effet direct stratégique ont été calculées au niveau des coûts de transfert et de mise en œuvre (8,2 millions de dollars), hors coûts d'appui directs (1,2 million de dollars), coûts d'appui indirects (0,6 million de dollars), et coûts recouvrés au titre de la prestation de services d'appui mondiaux (0,6 million de dollars).

Source: Budget de portefeuille de pays et premier rapport annuel pour l'Inde, outil d'analyse relatif à la feuille de route intégrée. Les fonds alloués en tant qu'appui au bureau de pays par le Siège du PAM et le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique et selon les codes de financement du budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) ne sont pas pris en compte dans les rapports relatifs à la feuille de route intégrée et ont été extraits du Système mondial et réseau d'information du PAM.

Abréviations: EDS = effet direct stratégique; RBB = Bureau régional de Bangkok; AAP = budget administratif et d'appui aux programmes.

Constatations issues de l'évaluation

Dans quelle mesure le positionnement stratégique, le rôle et les contributions spécifiques du PAM sont-ils adaptés aux priorités nationales, aux besoins de la population et aux atouts du PAM?

Pertinence

15. Fondé sur de vastes consultations avec le Gouvernement central et les administrations des États, la société civile, le secteur privé et les partenaires de la recherche et du développement, le PSP est conçu pour contribuer à la réalisation des objectifs nationaux et harmonisé avec les principales politiques, stratégies et lois nationales, notamment la Loi nationale sur la sécurité alimentaire adoptée en 2013 et les engagements liés aux ODD. Toutefois, faute de fonds suffisants, le PAM a été contraint de concentrer son action sur quelques États, ce qui a limité sa contribution au renforcement des capacités nationales relatives à l'ODD 2.
16. Le PSP a conservé sa pertinence sur le plan stratégique en mettant à profit les activités de renforcement des capacités techniques menées au titre du précédent PSP et en les élargissant à de nouveaux domaines thématiques et sites. Il est resté également pertinent grâce au dialogue permanent établi avec les partenaires institutionnels, qui a facilité son adaptation aux besoins du Gouvernement pendant la pandémie de COVID-19. Le PAM a appuyé le suivi des chaînes d'approvisionnement par le Gouvernement pendant le confinement national et participé à des initiatives pluripartenaires visant à élargir le rayon d'action des programmes de renforcement des capacités et des filets de sécurité publics du Gouvernement, en collaboration avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales (ONG).

Cohérence et concordance

17. Le PAM a démontré son avantage comparatif par rapport aux autres entités des Nations Unies, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités concernant les programmes de filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire; par ailleurs, le PSP concordait avec le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable, en particulier eu égard aux priorités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Réponse aux besoins des plus vulnérables

18. Un programme axé principalement sur le renforcement des capacités du pays implique que le PAM joue un rôle de catalyseur plutôt que de prestataire d'assistance directe aux plus vulnérables. Néanmoins, les activités du PSP ont été conçues sans perdre de vue la nécessité de venir en aide aux communautés défavorisées. L'appui apporté par le PAM à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à l'analyse des données et à la gestion des pertes après récolte (au titre de l'effet direct stratégique 1), à l'enrichissement du riz (au titre de l'effet direct stratégique 2), et à la recherche (au titre de l'effet direct stratégique 3) a contribué à améliorer les livraisons de vivres et la qualité des rations à emporter destinées aux personnes démunies et appelé l'attention sur les questions relatives à l'exclusion et aux inégalités sociales.
19. Bien que le PSP encourage l'inclusion, aucune évaluation systématique n'a été effectuée pour vérifier si les efforts déployés pour renforcer les capacités du pays ont réellement profité aux communautés les plus pauvres, et le PSP n'a pas suffisamment encouragé les approches qui tiennent compte du risque d'exclusion lié à la classe, au sexe, à la caste, à l'âge, à l'identité sexuelle ou au handicap.

20. Lorsqu'il a apporté son appui au Gouvernement pour faire face à la COVID-19, le PAM a veillé particulièrement à garantir, surtout pendant le confinement, l'accès à la nourriture des ménages les plus pauvres et les plus exposés à l'insécurité alimentaire, notamment ceux qui comprenaient des personnes handicapées.

Quels sont la portée et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux effets directs stratégiques définis dans le plan stratégique pour l'Inde?

Obtention des produits et des effets directs au titre de l'effet direct stratégique 1: Les personnes les plus vulnérables en Inde sont mieux à même de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels minimaux toute l'année

21. Au titre de l'effet direct stratégique 1, le partenariat du PAM avec le Gouvernement central et les administrations des États a contribué concrètement à améliorer l'efficacité et le rapport coût-efficacité du Système public de distribution ciblée. Le PAM a assuré le renforcement des capacités techniques pour faciliter leur développement dans les domaines de la numérisation, de l'automatisation et de l'analyse. Les parties prenantes ont confirmé que cet appui a permis de procéder à des analyses, de prendre des décisions et d'élaborer des stratégies, qui ont amélioré l'efficacité du Système public de distribution ciblée dans six États. L'appui technique du PAM a permis également d'améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement et le ciblage. Au bout du compte, plus d'un demi-million de magasins de commerce équitable ont profité de ces améliorations, ce qui a contribué à faciliter l'accès des populations les plus vulnérables à la nourriture.
22. Les parties prenantes ont par ailleurs déclaré que la concertation sur les politiques et les échanges réguliers avec le Gouvernement central et les administrations des États ont permis de maintenir l'attention sur les questions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition et de maximiser les effets des contributions techniques du PAM au renforcement des capacités du pays. Toutefois, le PAM n'a pas systématiquement plaidé pour un investissement au niveau des États en faveur de la transposition à plus grande échelle de certaines innovations techniques, ce qui aurait pu permettre de faire progresser l'action menée au titre de l'ODD 2.

Obtention des produits et des effets directs au titre de l'effet direct stratégique 2: D'ici à 2025, l'état nutritionnel des personnes exposées à un risque élevé de malnutrition, en particulier les femmes, les enfants et les adolescentes, s'améliore

23. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM a entrepris de: démontrer la viabilité de l'enrichissement du riz moyennant des projets pilotes; sensibiliser le secteur privé à la production de riz enrichi et faire appel aux activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour mieux faire connaître les bienfaits de la consommation de riz enrichi; faciliter l'élaboration de normes relatives à l'enrichissement du riz; procéder à des essais pour la production de rations à emporter et la transposer à plus grande échelle; soutenir le programme national d'alimentation scolaire en renforçant les capacités du personnel; et mener campagne auprès des parties prenantes gouvernementales pour que du riz enrichi soit intégré dans les trois filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire.
24. Grâce aux évaluations, aux données factuelles issues des évaluations, aux activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et à la formation, le PAM a contribué à mieux faire connaître les bienfaits de l'enrichissement du riz et encouragé une plus grande utilisation du riz enrichi dans certains États. À la suite de ces efforts, les Services intégrés pour le développement de l'enfant au Kerala ont davantage eu recours aux rations à emporter et au riz enrichi, lequel a par ailleurs été utilisé par ces services dans les États de l'Uttar Pradesh, de l'Odisha et de l'Uttarakhand, ce qui a permis d'améliorer la qualité nutritionnelle des rations à emporter. Le PAM a préconisé d'inclure du riz enrichi

dans les filets de sécurité publics en 2019, ce qui a conduit à mettre en place un dispositif centralisé pour distribuer ce riz par l'intermédiaire du Système public de distribution ciblée, qui relève du Ministère de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique. Le PAM a élaboré des directives opérationnelles à l'intention des États et servi de partenaire technique pour le lancement du dispositif dans les États suivants: Odisha, Kerala, Uttar Pradesh, Uttarakhand et Chhattisgarh. Appuyant l'évaluation des rizeries, l'assistance technique apportée aux meuneries et l'élaboration de procédures opérationnelles normalisées relatives aux achats de riz enrichi, accompagnées du renforcement des capacités des fonctionnaires, ont contribué à introduire le riz enrichi au niveau des États par l'intermédiaire des Services intégrés pour le développement de l'enfant et du dispositif PM POSHAN. Enfin, l'appui apporté par le PAM pour renforcer la capacité des groupes d'entraide féminins à faire fonctionner les unités de production de rations à emporter a permis aux administrations de certains États de transposer la production à plus grande échelle et favorisé l'avancement des femmes.

25. Au moment de l'évaluation, le PAM avait généralement atteint les indicateurs d'effet direct pour ce qui est: d'influer sur les composantes des systèmes, les politiques et les programmes nationaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition; d'influer sur les investissements; et de nouer des partenariats vertueux.
26. Parmi les difficultés rencontrées pour obtenir l'effet direct stratégique 2 figurait le fait que les coûts par bénéficiaire encourus dans le cadre des Services intégrés pour le développement de l'enfant ne sont pas indexés sur l'inflation, ce qui peut compromettre la viabilité financière des unités de production des rations à emporter. Le PAM pourrait appeler l'attention du Gouvernement sur cette question, ainsi que sur la nécessité de promouvoir une alimentation équilibrée dans le cadre des rations à emporter plutôt que de mettre l'accent sur les protéines et les calories. Enfin, les ressources financières et humaines du PAM ne sont pas suffisantes pour aider les groupes d'entraide féminins qui font fonctionner les unités de production des rations à emporter.

Obtention des produits et des effets directs au titre de l'effet direct stratégique 3: Les institutions nationales et celles des États disposent de moyens renforcés pour atteindre l'ODD 2 et les cibles correspondantes, et collaborent à cette fin avec des partenaires régionaux et internationaux

27. L'analyse et la production de données factuelles par le PAM ont éclairé la formulation des politiques et la conception des programmes, favorisé l'innovation et la transposition à plus grande échelle des projets pilotes et contribué à améliorer la capacité nationale d'évaluation. Au cours des 20 dernières années, les analyses de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisées par le PAM ont établi sa crédibilité en la matière dans l'ensemble de l'Inde, et montré l'utilité de ces analyses aux institutions nationales et à celles des États, incitant celles-ci à investir dans la production de données factuelles relatives à la sécurité alimentaire. Des organismes de recherche bien établis qui sont associés au PAM reconnaissent également la contribution de celui-ci au renforcement des capacités du Gouvernement en matière d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
28. Si elles avaient été plus largement diffusées, les analyses du PAM auraient pu peser davantage sur les décisions et faciliter la transposition des politiques et des programmes couronnés de succès d'un État à l'autre. Elles auraient été également plus pertinentes si elles avaient mis davantage l'accent sur l'insécurité alimentaire dans les villes, qui a gagné du terrain à cause de la pandémie de COVID-19. Les analyses de la sécurité alimentaire et de la nutrition ont souvent eu un caractère ponctuel, avec un suivi limité d'une analyse à l'autre. On a ainsi raté l'occasion de constituer des séries complètes de données pouvant servir aux décideurs.

29. Le détachement de personnel du PAM auprès des départements ministériels, afin de renforcer leur capacité d'évaluation, a été efficace, si l'on en juge par la qualité des résultats obtenus. Toutefois, les administrations des États ne disposent toujours pas des capacités suffisantes pour recueillir des données ventilées et spécialisées en temps réel, ce qui entrave le suivi des retombées bénéfiques des dispositifs sociaux et des efforts déployés pour améliorer l'élaboration de programmes inclusifs et propres à transformer les relations entre les femmes et les hommes.
30. Le PAM a mis à profit ses connaissances techniques pour renforcer les capacités du Gouvernement en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques, et il a facilité la collaboration avec des partenaires régionaux et internationaux dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, à des fins d'échange de connaissances et de compétences spécialisées. Toutefois, les efforts visant à faciliter l'établissement de partenariats stratégiques dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en Inde, pour appuyer des programmes dans d'autres pays où le PAM intervient, ont été limités en raison principalement de la réorganisation des priorités à la suite de la pandémie de COVID-19.

Contributions aux priorités transversales

31. La protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées sont des questions essentielles lorsque l'on collabore directement avec les bénéficiaires. Ces priorités transversales sont également importantes dans le cadre de la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités des pays. Le bureau de pays s'est efforcé de renforcer les mécanismes publics chargés des questions de protection et de responsabilité en ce qui concerne les filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire, ainsi que les capacités correspondantes des organisations de la société civile associées au Gouvernement pour la distribution des vivres pendant la période initiale du confinement, de mars à juin 2020. Il a également renforcé indirectement la capacité des populations touchées à obliger le Gouvernement à rendre des comptes en faisant mieux connaître leurs droits.
32. Le PAM a intégré les questions d'égalité des sexes et d'avancement des femmes dans le PSP, notamment en promouvant des unités de production des rations à emporter, dont le fonctionnement et la gestion sont entièrement confiés à des femmes, dans les États de l'Odisha et de l'Uttar Pradesh; les femmes concernées ont déclaré qu'elles se sentaient investies d'un pouvoir en tant qu'individus et membres de la collectivité, dans un domaine d'activité habituellement dominé par les hommes. De manière plus générale, les approches tenant compte de l'inclusion et de la problématique femmes-hommes et l'analyse de cette problématique ont éclairé les activités de recherche et d'analyse du PAM, et la création d'une unité chargée de cette problématique au sein du bureau de pays a montré que le PAM était déterminé à institutionnaliser le programme de transformation des relations entre les femmes et les hommes.
33. Il est possible d'intégrer plus systématiquement l'analyse de la problématique femmes-hommes aux niveaux des programmes et de l'organisation, d'adopter des approches propres à transformer les relations entre les femmes et les hommes dans les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et de faire un meilleur usage des études et des évaluations portant sur la problématique femmes-hommes et l'inclusion, en améliorant leur diffusion et en adoptant une stratégie de sensibilisation. Le PAM a tiré parti de la conjoncture politique favorable à l'égalité des sexes et à l'avancement des femmes créée par le Gouvernement central et les administrations des États, mais il n'a pas exploité la possibilité de nouer des partenariats avec des parties prenantes pour promouvoir ces causes.

34. Le bureau de pays s'est efforcé de maximiser les avantages environnementaux de ses programmes, tout en veillant à ce que ses activités ne causent pas de dommages sur le plan écologique.

Pérennisation des résultats

35. L'intégration des activités du PAM dans les programmes du Gouvernement dès le début a permis à ce dernier de les prendre en main et a favorisé la pérennité du renforcement des capacités du pays. Le bureau de pays a tiré parti de l'important financement alloué par le Gouvernement, mais la transposition à plus grande échelle des projets pilotes et la pérennité des résultats et des innovations dépendaient dans une large mesure des ressources financières affectées aux programmes de filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire. L'aptitude des différentes instances gouvernementales à absorber les activités de renforcement des capacités du pays a influé sur les possibilités de pérennisation, s'agissant notamment des activités menées au titre de l'effet direct stratégique 3.

Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources efficacement pour contribuer à l'obtention des produits escomptés et à la réalisation des effets directs stratégiques définis dans le plan stratégique de pays?

Respect des délais impartis

36. Les produits définis dans le PSP ont été obtenus conformément au plan, dans la mesure du possible, compte tenu des graves perturbations dues à la pandémie de COVID-19 et des problèmes connexes relatifs aux capacités rencontrés par les partenaires. Les partenaires institutionnels du PAM au niveau national et à celui des États ont indiqué que la collaboration avec l'équipe du PAM était efficace et franche. Le bureau de pays a signalé que la pandémie avait conduit à explorer de nouvelles possibilités de mise en œuvre, même lorsque d'autres activités prévues étaient retardées; le bureau a atténué les conséquences des perturbations dues au ralentissement des activités au niveau national en accroissant sa collaboration et sa communication avec les partenaires. Des retards et des perturbations ont été observés dans la mise en œuvre du plan d'action du bureau de pays concernant la problématique femmes-hommes, plusieurs études n'ayant pas été réalisées en raison de l'absence de participation des parties prenantes ou de fonds.

Rapport coût-efficacité et examen des modalités économiques

37. Dans l'ensemble, les évaluateurs ont constaté que les solutions novatrices fondées sur la technologie, l'approche expérimentale et le détachement de personnel à plein temps dans les départements ministériels étaient des moyens économiques de venir en aide aux bénéficiaires indirects et d'avoir un impact à plus grande échelle. En outre, la rationalisation des coûts et les mesures de maîtrise des coûts proposées à l'intention du Gouvernement faisaient partie intégrante de la plupart des activités techniques de renforcement des capacités du pays entreprises au titre du PSP. Les innovations technologiques préconisées par le PAM en témoignent.

Quels sont les facteurs qui expliquent les résultats obtenus par le PAM et la mesure dans laquelle le changement d'orientation stratégique attendu au titre du plan stratégique de pays a pu être concrétisé?

Utilisation des données et gestion axée sur les résultats

38. Le PSP s'est fondé dans une large mesure sur des études, sur des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition et sur divers examens et évaluations des opérations. Toutefois, si le PAM avait effectué des analyses au niveau des États, l'organisation aurait pu être mieux placée pour préconiser des mesures visant à répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, là où ils étaient les plus importants.

Prévisibilité, adéquation et souplesse des ressources

39. Le système atypique de gestion financière du bureau de pays, qui permet des financements pluriannuels, est mal adapté aux pratiques institutionnelles de comptabilité d'exercice du PAM, ce qui a rendu difficile l'analyse des ressources annuelles prévues et effectives. Le bureau de pays a mobilisé des ressources financières équivalant à 78 pour cent du plan fondé sur les besoins, et les dépenses ont été pour la plupart inférieures aux prévisions du plan d'exécution. Les contributions n'ont guère permis de disposer de la latitude voulue pour déplacer des ressources entre les divers effets directs stratégiques et ont été généralement destinées à appuyer les interventions débouchant sur des produits concrets au titre des effets directs stratégiques 1 et 2; les fonds destinés aux études et aux évaluations (au titre de l'effet direct stratégique 3) ont été les moins faciles à obtenir. La majeure partie des fonds mobilisés auprès du secteur privé, la deuxième plus importante source de financement, ont été alloués dans le cadre d'accords ponctuels, sans garantie de continuité ou de renouvellement.

Partenariats

40. Le PAM a noué des partenariats solides et stratégiques avec le Gouvernement central et les administrations des États, ainsi qu'avec des institutions de recherche et d'autres partenaires, aux fins du renforcement des capacités. L'engagement politique fort visant à éliminer la malnutrition et la confiance établie entre le Gouvernement et le PAM ont contribué à améliorer l'impact des interventions du PSP. Toutefois, il ressort des discussions avec des parties prenantes gouvernementales que le PAM n'a pas pleinement exploité les possibilités offertes par les partenariats établis avec certains départements et ministères, notamment le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs, le Ministère de la condition féminine et du développement de l'enfant et le Ministère de l'éducation.
41. Dans le cadre de l'appui apporté à l'Inde pour lutter contre la COVID-19, le PAM a également établi de nouveaux partenariats avec des ONG pour venir en aide aux populations vulnérables pendant le confinement. Toutefois, l'approche des partenariats adoptée par le PAM était mieux adaptée pour le renforcement des capacités que pour la fourniture effective de l'assistance aux populations les plus vulnérables. Une coalition plus vaste de partenariats aurait pu permettre d'amplifier les résultats dans l'ensemble du pays.

Capacité d'adaptation

42. Le PSP a garanti la continuité et la souplesse nécessaires pour permettre au PAM de faire face à l'évolution de l'environnement opérationnel et de s'adapter aux besoins des nouvelles activités. Face à la crise de la COVID-19, l'adaptation bien coordonnée du PAM, orchestrée en fournissant un appui à des ONG et à des organisations de la société civile, témoigne indéniablement du caractère dynamique et flexible du PSP.
43. Des facteurs internes comme une direction énergique, des compétences techniques et une intelligence politique ont permis au PAM de tirer parti de son avantage comparatif en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Ils ont toutefois été contrecarrés par les difficultés découlant de facteurs externes, notamment le taux élevé de renouvellement du personnel des institutions nationales et les incertitudes entourant les ressources allouées par le Gouvernement central et les administrations des États en faveur de l'appui nutritionnel, de la sécurité alimentaire et des interventions de nature à transformer les relations entre les femmes et les hommes.

Conclusions

Pertinence et positionnement stratégique

44. L'action du PAM a conservé sa pertinence stratégique pendant la mise en œuvre du PSP. Le PAM continuera de jouer un rôle en s'attaquant aux problèmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition auxquels se heurte l'Inde, où la prévalence de la malnutrition demeure supérieure aux niveaux acceptables et où les progrès de la lutte contre la dénutrition chez les enfants, les adolescents et les femmes enceintes sont entravés par les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19, la hausse des prix des denrées alimentaires et les répercussions mondiales du conflit en Ukraine.
45. Le PAM s'est affirmé en Inde comme un partenaire de longue date du Gouvernement central et des administrations des États, digne de confiance, qui les aide à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il a adopté un positionnement stratégique en tant que source d'assistance technique et de renforcement des capacités au service des systèmes et des programmes publics relatifs à la sécurité alimentaire.
46. Le PSP a été judicieusement axé sur l'amélioration de l'efficacité des chaînes d'approvisionnement et des systèmes liés aux trois programmes de filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire et sur la recherche de solutions reposant sur la technologie, en particulier à l'intention des administrations des États. En raison des bienfaits nutritionnels de l'enrichissement du riz, cet appui s'avère également très utile, et il serait possible d'en tirer davantage profit en s'attachant à améliorer les régimes alimentaires. Le soutien fourni à l'élaboration des politiques sur la base de données factuelles était pertinent, mais la portée des activités de renforcement des capacités était insuffisante, compte tenu de l'ampleur des besoins.
47. Fort de ses compétences spécialisées, le PAM pourrait contribuer davantage à la réalisation des cibles de l'ODD 2 en Inde, en intensifiant sa collaboration dans certains domaines jugés prioritaires par le Gouvernement central et les administrations des États, notamment l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience. De même, le PAM pourrait étoffer sa contribution en prenant en compte plus systématiquement les besoins en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'ensemble de l'Inde; il pourrait également appuyer la transposition dans d'autres États des interventions performantes et accroître son soutien en faveur de la production de données factuelles, afin de favoriser une prise de décisions plus désagrégée, sur la base d'une évaluation des besoins en capacités.

Résultats et performance

48. L'étroite collaboration établie avec le Gouvernement central et les administrations des États pour repérer les possibilités stratégiques de renforcement des capacités du pays, a permis au PAM de contribuer concrètement à la réalisation de l'ODD 2 en Inde. Il a utilisé ses compétences spécialisées pour influencer sur l'offre et la demande d'aliments de qualité et pour remédier à des problèmes d'ordre institutionnel et à des lacunes dans les capacités. Le PAM a tiré parti de la volonté du Gouvernement de fonder ses décisions sur des données factuelles et mis en avant l'importance que revêtaient la disponibilité de données factuelles rigoureuses et l'évaluation. Il a également facilité l'échange de connaissances et de compétences spécialisées dans le cadre de projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

49. Le PSP a reposé sur une approche globale du renforcement des capacités du pays, un bon appui organisationnel, une prise en main efficace du renforcement de la collaboration avec le Gouvernement par le bureau de pays et la volonté de faire preuve de souplesse et de s'adapter. Toutefois, le bureau de pays aurait pu plaider plus énergiquement en faveur de l'investissement dans la sécurité alimentaire, en s'appuyant sur les engagements précis pris par le Gouvernement central et les administrations des États à l'appui de la réalisation de l'ODD 2.
50. Les indicateurs de performance devant être affinés, il a été difficile pour l'équipe d'évaluation d'évaluer la performance d'un programme de pays consistant entièrement en activités de renforcement des capacités du pays. Le bureau de pays pourrait prendre part au processus pilote de définition de nouveaux indicateurs dans le nouveau cadre de résultats institutionnels du PAM.

Problématique femmes-hommes, inclusion et principe selon lequel personne ne doit être laissé de côté

51. Le PAM a intégré les considérations relatives à l'égalité des sexes et à l'avancement des femmes dans ses interventions, cependant, il pourrait sensibiliser davantage les fonctionnaires nationaux aux questions relatives à l'inclusion et à la problématique femmes-hommes et renforcer leurs capacités à cet égard, à divers niveaux de l'administration, et tirer parti du fait que les institutions nationales sont de plus en plus conscientes qu'il faut s'attaquer aux difficultés spécifiques rencontrées par les populations les plus désavantagées. À cet effet, il serait utile de diffuser plus systématiquement les données factuelles et les stratégies qui promeuvent le recours à des systèmes de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes, plus adaptés à la surveillance de l'efficacité du ciblage au profit des plus vulnérables.
52. Il faut redoubler d'efforts pour comprendre les obstacles qui freinent l'accès des groupes défavorisés aux prestations auxquelles ils ont droit au titre des programmes publics, afin d'améliorer la couverture des dispositifs de filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire destinés aux populations les plus vulnérables.

Partenariats

53. Pour garantir une mise en œuvre efficace du PSP, il a été essentiel de maintenir des liens étroits avec les homologues du Gouvernement central et des administrations des États. Pour ce faire, le PAM a dû effectuer des investissements considérables et continus, mais les progrès ont été entravés dans une certaine mesure par le rythme de renouvellement des hauts fonctionnaires. Le rétablissement de ces liens étroits, en particulier avec le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs, pourrait ouvrir de nouvelles perspectives s'agissant d'atteindre l'ODD 2 et de favoriser la coordination avec d'autres ministères et départements revêtant de l'importance pour le PSP.
54. Pour aider l'Inde à atteindre l'ODD 2, il est essentiel de mener des activités de sensibilisation au niveau national dans le cadre de partenariats stratégiques. Des initiatives plus ciblées visant à appuyer les politiques publiques au niveau national et dans les États où le PAM intervient peuvent contribuer à amplifier l'impact de l'action du PAM sur le terrain et à mobiliser des soutiens. Le PAM pourrait également améliorer les résultats du nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable, en prenant davantage les devants s'agissant de s'assurer le concours d'autres entités des Nations Unies dans le cadre des programmes, à l'appui de la réalisation de l'ODD 2.

55. Le PAM n'a pas exploité pleinement les possibilités d'élargir son champ d'action en établissant de nouveaux partenariats stratégiques à long terme pour le renforcement des capacités du pays et en collaborant avec des organisations de la société civile et des organisations dirigées par des femmes. En tirant parti de ces possibilités, il pourrait progresser dans la réalisation de l'ODD 2 et sur les questions relatives à l'égalité des sexes et l'avancement des femmes, l'inclusion et la vulnérabilité.
56. L'appui apporté par le PAM aux initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire a contribué à faire connaître les bonnes pratiques de l'Inde dans d'autres pays de la région, mais ces initiatives ont été entravées par la COVID-19. Le PAM pourrait servir d'intermédiaire pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et étendre l'assistance alimentaire à d'autres pays, et l'Inde pourrait également tirer avantage de l'échange de connaissances et de pratiques avec d'autres pays, dans les domaines de l'adaptation aux changements climatiques, des systèmes de protection sociale, du renforcement de la résilience et de l'enrichissement des aliments.

Mobilisation et utilisation efficace des ressources

57. Le bureau de pays a mobilisé des fonds suffisants pour financer le volume actuel des opérations menées en Inde. Il dispose de stratégies appropriées concernant d'autres sources de financement potentielles, qui consistent par exemple à étudier de nouvelles modalités de partage des coûts, en particulier avec les administrations des États, et à s'efforcer de mobiliser des ressources financières auprès de sources comme le Fonds pour l'adaptation. Il faut obtenir des ressources financières supplémentaires pour renforcer l'appui visant à aider le Gouvernement à atteindre plus rapidement les cibles de l'ODD 2.
58. Même avec des ressources modestes, le PAM peut contribuer davantage à l'obtention des effets directs au niveau national et à celui des États, en diffusant activement les enseignements tirés de l'expérience, en rassemblant les parties prenantes et en sensibilisant à la nécessité de donner plus de visibilité aux difficultés rencontrées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition à l'échelle nationale et dans les États.

Recommandations

N°	Recommandation	Type	Organe responsable	Autres entités concernées	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
1	<p>Consolider l'action menée, tirer parti des bons résultats obtenus et mettre au point des approches et des stratégies à moyen terme fondées sur des évaluations des besoins en matière de capacités, pour chaque effet direct du nouveau plan stratégique de pays, et intégrer l'innovation, ainsi que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans tous les effets directs du plan stratégique de pays.</p> <p>1.1 Rester centré sur les trois filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire (le Système public de distribution ciblée, le programme de repas de midi et les Services intégrés pour le développement de l'enfant).</p> <p>1.2 Étudier les possibilités d'intervention dans les nouveaux domaines thématiques abordés au titre du PSP, en répondant aux besoins récemment apparus en matière de renforcement des capacités du pays concernant l'adaptation aux changements climatiques et l'amélioration de la résilience.</p> <p>1.3 Réaliser une étude et une hiérarchisation par ordre de priorité plus systématiques des innovations fondées sur la technologie, en vue de renforcer les systèmes publics.</p> <p>1.4 Continuer d'examiner le recours à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, en tant que modalité de renforcement des capacités du pays en Inde, et contribuer à élargir cette activité ainsi que l'assistance technique à l'intention des pouvoirs publics.</p>	Stratégique	Bureau de pays	Bureau régional, Siège (Service chargé de l'assistance technique et du renforcement des capacités des pays)	Élevé	Deuxième trimestre 2023

N°	Recommandation	Type	Organe responsable	Autres entités concernées	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
2	<p>Étendre les initiatives de renforcement des capacités du pays à l'ensemble de l'Inde pour contribuer davantage à la réalisation de l'objectif de développement durable 2.</p> <p>2.1. Examiner et développer l'intervention du PAM d'une manière globale pour l'étendre aux États rencontrant des problèmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, afin de favoriser la reproduction et la transposition à plus grande échelle par le Gouvernement des meilleures pratiques performantes et des modèles novateurs contribuant à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition.</p> <p>2.2. Recueillir les données d'expérience et les enseignements qui en ont été tirés dans certains États comme l'Odisha et le Kerala, et les partager dans le cadre d'échanges entre régions à l'intérieur de l'Inde et avec des partenaires internationaux dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.</p> <p>2.3. Définir un petit noyau d'activités de base assorties de ressources et une action de sensibilisation, susceptibles d'être reproduits dans d'autres États.</p>	Stratégique	Bureau de pays	Bureau régional	Élevé	Quatrième trimestre 2023

N°	Recommandation	Type	Organe responsable	Autres entités concernées	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
3	<p>Redoubler d'efforts pour intégrer et renforcer l'égalité des sexes, l'avancement des femmes et les approches inclusives.</p> <p>3.1 Effectuer une analyse systématique pendant toutes les phases du cycle d'intervention pour déterminer et anticiper les problèmes liés à la problématique femmes-hommes et à l'inclusion, ainsi que les mesures permettant d'y faire face.</p> <p>3.2 Élaborer un plan pour s'assurer de la participation systématique de l'unité chargée de la problématique femmes-hommes à la planification, à la conception et à la mise en œuvre des activités relevant de tous les effets directs du plan stratégique de pays, ainsi qu'à la production de matériels didactiques visant à faire évoluer la société et les comportements et de supports de communication.</p> <p>3.3 Intégrer pleinement les questions liées à la problématique femmes-hommes et à l'inclusion et communiquer à leur sujet, dans le cadre de toutes les collaborations établies avec les entités gouvernementales à tous les niveaux et avec d'autres partenaires, afin de trouver des moyens de faciliter l'accès des groupes vulnérables et marginalisés aux prestations auxquelles ils ont droit au titre des programmes publics de filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire, et d'encourager le recours à ces moyens.</p> <p>3.4 Renforcer la capacité à concevoir, à mettre en œuvre et à suivre les activités en faveur de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale, et veiller à ce que les groupes marginalisés en tirent profit afin que personne ne soit laissé de côté.</p>	Stratégique	Bureau de pays	<p>Bureau régional, conseiller régional pour la problématique femmes-hommes; conseiller en matière de handicap et d'inclusion</p> <p>Bureau chargé de la prise en compte de la problématique femmes-hommes au Siège</p>	Élevé	Quatrième trimestre 2022

N°	Recommandation	Type	Organe responsable	Autres entités concernées	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
4	<p>Développer la collaboration stratégique à long terme avec les parties prenantes afin d'appuyer les efforts visant à relever les défis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et à ne laisser personne de côté.</p> <p>4.1 Renforcer la collaboration avec le Gouvernement central et les administrations des États. En particulier, élaborer un plan de coopération à long terme avec le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs, qui est le ministère responsable de la mise en œuvre du plan stratégique de pays; examiner et élargir la coopération directe avec certains ministères au niveau national, notamment le Ministère de la condition féminine et du développement de l'enfant et le Ministère de l'éducation; et mettre au point avec les administrations des États des stratégies de partenariat propres aux États en lien avec le nouveau plan stratégique de pays.</p> <p>4.2 Renforcer et élargir les partenariats stratégiques avec des parties prenantes non gouvernementales.</p> <p>4.3 Collaborer de manière plus volontariste avec d'autres entités des Nations Unies en vue de promouvoir des stratégies plus intégrées, des programmes complémentaires améliorés et des activités conjointes de mobilisation de fonds à l'appui de la réalisation de l'objectif de développement durable 2.</p> <p>4.4 Mettre à profit l'expérience acquise pour élargir les alliances, afin de faire œuvre de sensibilisation et de mener une action durable permettant de mieux lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, en tirant parti des données factuelles produites par le PAM, des meilleures pratiques et de l'expérience accumulée à travers le monde.</p>	Opérationnel	Bureau de pays		Moyen	Premier trimestre 2023

N°	Recommandation	Type	Organe responsable	Autres entités concernées	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
5	<p>Appliquer activement les stratégies existantes pour mobiliser des ressources supplémentaires afin de permettre au PAM d'intervenir dans d'autres zones géographiques et domaines thématiques.</p> <p>5.1 Explorer d'autres possibilités de mobiliser des fonds supplémentaires auprès de ministères du Gouvernement central autres que le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs et de négocier les modalités de partage des coûts avec les administrations des États.</p> <p>5.2 Continuer de développer les activités menées avec le secteur privé afin d'accéder aux fonds disponibles au titre de la responsabilité sociale des entreprises, et redoubler d'efforts pour obtenir des subventions de la part de fondations et de fonds internationaux, comme le Fonds d'adaptation, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.</p> <p>5.3 Si possible, dans le cadre du prochain plan stratégique de pays, utiliser les contributions de contrepartie accordées au titre du nouveau fonds remplaçant le Fonds de complément des contributions des nouveaux donateurs, comme cela se faisait avec ce dernier dans le cadre du plan stratégique de pays actuel, et étudier la possibilité d'ouvrir de nouveaux guichets de financement permettant de fournir un soutien financier au titre du nouveau fonds aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comme l'Inde.</p> <p>5.4 Le bureau de pays et le Siège devraient collaborer pour adapter le système financier du bureau de pays aux conditions particulières dans lesquelles le PAM mène ses opérations en Inde et faire en sorte que le bureau de pays utilise ses ressources de manière plus efficiente. Ces conditions sont notamment les suivantes: la majeure partie des fonds alloués sont obtenus au titre de contributions pluriannuelles; le bureau de pays dispose d'un fonds renouvelable lui permettant de financer ses activités sous réserve de reconstituer les ressources du fonds à la réception des contributions; une commission de service est prélevée pour les services d'appui mondiaux, ce qui nuit à l'exactitude des dépenses comptabilisées; et les fonds alloués au bureau de pays par le Siège et le bureau régional, ainsi qu'au titre du budget administratif et d'appui aux programmes (AAP), sont actuellement pris en compte dans les systèmes comptables du Siège et du bureau régional.</p>	Opérationnel	Bureau de pays	Appui du bureau régional et du Siège (Division des partenariats publics et de la mobilisation de ressources, Division des partenariats privés et de la mobilisation de fonds, Division de la planification et de la performance institutionnelles et Division des finances)	Élevé	Deuxième trimestre 2023

N°	Recommandation	Type	Organe responsable	Autres entités concernées	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
6	<p>Le bureau de pays devrait collaborer avec le bureau régional et le Siège pour définir des indicateurs d'effet direct immédiats et intermédiaires dans le domaine du renforcement des capacités du pays, permettant d'évaluer la contribution du PAM en la matière.</p> <p>6.1 Définir des indicateurs d'effet direct immédiats et intermédiaires propres au pays, qui correspondent mieux aux besoins du portefeuille d'activités particulier du bureau de pays dans le domaine du renforcement des capacités du pays (y compris la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire), en se conformant aux directives et aux systèmes normatifs dictés par le Siège et en calquant l'évolution des indicateurs relatifs au renforcement des capacités des pays qui seront mis au point et expérimentés dans le nouveau cadre de résultats institutionnels.</p>	Opérationnel	Bureau de pays	Bureau régional, Service chargé de l'assistance technique et du renforcement des capacités des pays	Élevé	Deuxième trimestre 2023

Liste des sigles utilisés dans le présent document

AAP	(budget) administratif et d'appui aux programmes
COVID-19	maladie à coronavirus 2019
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PM POSHAN	Pradhan Mantri Poshan Shakti Nirman
PSP	plan stratégique de pays